

**Numéro 4**

**NOVEMBRE -  
DÉCEMBRE 2012**

**JOURNAL D'INFORMATION DE LA CGT ÉDUC'ACTION PARIS**

Bureau 401 - Bourse du Travail - 3 rue du Château d'Eau - 75010 Paris

Mél : [cgteduc75@gmail.com](mailto:cgteduc75@gmail.com)

Site : <http://cgteducaction75.free.fr>

## Édito

## DE QUI SE MOQUE-T-ON ?

Le ministre avait promis, dans le sillage du candidat-président, de refonder l'école... Mais il y a manqué. Pas du fait d'une quelconque mobilisation ni d'un quelconque immobilisme corporatiste, mais plutôt par parce qu'il ne veut pas rompre avec l'idéologie qui a guidé l'action des précédents gouvernements. Rien n'est prévu pour remettre en cause l'école du socle commun, des évaluations nationales, de la réforme du lycée ou des programmes de 2008. Et la soi-disant ambitieuse réforme des rythmes scolaires, qui ne change rien ou presque pour les élèves des classes primaires, a tout l'air de préparer des lendemains plus difficiles encore à leurs enseignants.

Il faut dire qu'à ne concerter qu'à la va vite et essentiellement pour la forme, le résultat n'est pas très encourageant. Qu'on en juge : la marge de négociation que s'accorde le ministre porte sur... une heure de concertation !

Rien sur les attentes des collègues, qui réclament plus de maîtres que de classes, du temps pour le travail en équipe, le retour urgent d'une formation initiale et continue digne de ce nom, aucune prise en compte des personnels non enseignants : administratifs, surveillants, EVS, personnels sociaux et de santé, animateurs, ATSEM...

La CGT Éduc'action a donc décidé de ne plus participer aux négociations actuelles qu'en observateur puisqu'aucune des revendications qu'elle porte pour améliorer les conditions de travail des personnels et permettre la réussite de tous les élèves ne peut être satisfaite dans le cadre actuel voulu par le ministère.



### SOMMAIRE :

- Page 1 : **Édito**
- Page 2 : **Le décrochage en question**
- Page 3 : **Dotation de solidarité**
- Page 3 : **PPI : la région modifie son plan**
- Page 4 : **Interpro : les égoutiers de Paris**

## Inter-degrés

# LE DÉCROCHAGE EN QUESTION

Le 5 octobre dernier, s'est tenue à Montreuil une rencontre inter-degrés sur le "décrochage" et l'enseignement spécialisé.

Le plus souvent conséquence complexe d'un cumul de ruptures d'ordre personnels, familiales et scolaires, les types de décrochages sont trop nombreux pour qu'une prise en charge toute faite soit d'une quelconque efficacité.

Pourtant, depuis des années, notre institution s'évertue à classifier (pour parfois mieux externaliser) les élèves en difficultés tout en multipliant et empilant des dispositifs qui n'ont pour seul effet que d'accroître la charge de travail des équipes.

Si l'urgence de la situation a été rappelée par le nouveau Ministre, la CGT Éduc'action ne se laissera pas endormir par une "refondation" prenant des allures de replâtrage d'un socle commun réduit à des savoirs "utiles" aux élèves les plus fragiles pour être rapidement exploités sur le marché du travail.

Les élèves en grandes difficultés ont d'abord besoin d'une approche individualisée visant l'acquisition d'une culture ambitieuse source d'un développement intellectuel harmonieux et d'un sens critique émancipateur.

Pour se faire, la CGT Éduc'action de-

mande le rétablissement des moyens perdus depuis 2002 (à commencer par les RASED dont le principe devrait être étendu en collège), les créations de postes répondant aux besoins pour gérer l'hétérogénéité des classes, favoriser les décloisonnements, renforcer les différentes liaisons.

La CGT Éduc'action réaffirme sa volonté de défendre un service public d'éducation qui privilégie la mixité sociale et scolaire et ne cherche pas à "pathologiser" les élèves en grandes difficultés. Elle estime nécessaire de maintenir une formation ambitieuse pour les « empêchés d'enseigner en rond » qui finissent par s'empêcher de penser faute d'avoir trouvé une réponse satisfaisante à la question centrale du rapport aux savoirs. Il est fondamental de favoriser la prévention du décrochage scolaire en commençant par adapter les programmes aux élèves des milieux populaires noyés sous un encyclopédisme qui renforce le déterminisme social de notre École et pousse les plus fragiles à abdiquer scolairement.

Il est également indispensable de mieux prendre en compte les problématiques de l'adolescence et de renforcer la formation initiale et continue des personnels sur ce thème crucial du décrochage.

## Dans l'Éduc'action

### Dans la série on n'arrête pas le progrès...

C'est un recrutement d'un nouveau genre qui a eu lieu au lycée Louis Armand dans le 15<sup>ème</sup>. Il manquait un enseignant de SIO en BTS 2<sup>ème</sup> année.

La CGT Éduc'action a accompagné les collègues et les élèves devant le rectorat pour réclamer son embauche.

L'inspecteur, pas trop préoccupé des cours perdus, a donné les contacts de deux personnes possibles aux collègues en leur demandant de s'occuper du recrutement...

### Stagiaires sous pression

A défaut d'être satisfaits, nous pouvons approuver la décharge de 3h pour les stagiaires du second degré et la demie décharge jusqu'à la Toussaint pour les stagiaires du premier degré (spécifique à Paris).

Oui mais voilà, les services font pression sur les collègues et les directions d'établissement pour que les stagiaires du second degré fassent 18h, au besoin en faisant des tâches administratives.

C'est inacceptable ! La CGT Éduc'action intervient systématiquement pour que les stagiaires puissent l'être sereinement.

Si vous rencontrez un problème, contactez nous vite !

### Casnav et précarité

Le Casnav est l'organisme dépendant du rectorat qui assure la scolarisation ou la remise à niveau des jeunes étrangers qui arrivent en France.

Parmi les enseignants qui interviennent dans les divers dispositifs du Casnav, une dizaine sont non titulaires. Et le rectorat prévoyait de les précariser encore un peu plus en les faisant passer de contractuels à vacataires ce qui ne leur permettait de travailler que jusqu'aux vacances de Noël, se retrouvant ensuite « le bec dans l'eau » et les élèves sans enseignants. Ils se sont mobilisés, le rectorat a reculé.

Tant mieux mais tout ne semble pas réglé pour les formations dispensées. Nous y reviendrons dans un prochain numéro !

### Supports CUI à récupérer

Bien que nous soyons défavorables aux contrats précaires de type CUI pour répondre à des besoins permanents, nous sommes en désaccord lorsque ces postes sont supprimés et non remplacés.

Le Directeur de l'Académie nous a affirmé que tous les supports (c'est-à-dire le poste, pas forcément la personne) étaient maintenus par rapport à l'année dernière.

Comme ce n'est pas ce que nous n'avons pas constaté dans les établissements, nous les en avons informés. Ils ont alors contacté le rectorat, parallèlement à une intervention de la CGT Éduc'action.

C'est ainsi que plusieurs supports ont été recréés, comme aux lycées Louis Armand ou Jules Siegfried. Le compte n'y est pas, d'autres supports doivent être récupérés !

Contactez la CGT Éduc'action pour obtenir satisfaction.

## Dans l'Éduc'action

### Partenariat Public-privé pour la rénovation des écoles : la CGT avait raison !

Nous avons annoncé dans notre journal du mois d'avril que la mairie avait choisi un partenariat public privé pour la mise aux normes thermique de cent écoles parisiennes. Nous nous prononcions contre car ces partenariats sont source de gâchis financier (argent qui n'est cependant pas perdu pour tout le monde) alors que les écoles manquent toujours de moyens.

Au conseil de Paris du 24 septembre, figurait une délibération liée à ce contrat. La société privée qui a remporté le marché (la multinationale Pricewaterhouse Coopers) réclame un supplément de financement de l'ordre de 30% du prix initial sur la base d'arguties irrecevables. La mairie de Paris qui va aligner la rallonge demandée (en ayant négocié une toute petite réduction) ne semble pas pour autant prête à remettre en cause ce fonctionnement et pourrait bien le réutiliser pour les 600 autres écoles de la Ville.

La CGT Educ'action Paris va interpellier le maire de Paris à ce sujet.

### Non titulaires : réunion d'information sur les modalités de titularisation

Le mercredi 5 décembre à 14h aura lieu à la bourse du travail de Paris (3 rue du Château d'Eau, métro République ou Château d'Eau), salle Pelouttier, une réunion pour informer les collègues des modalités de titularisation grâce au concours réservé ou à l'examen professionnel. L'entrée est libre. Si vous avez cours ce jour-là, contactez la CGT.

## Second degré

### DOTATION DE SOLIDARITÉ

**La région prend aux lycées pauvres pour donner à ceux qui le sont... un peu moins ! Une drôle de conception de la solidarité...**

La Région accorde à chaque lycée une dotation de fonctionnement. Certains établissements, jusqu'à présent ceux qui avaient un taux d'élèves défavorisés supérieur à 38 %, reçoivent une dotation supplémentaire, dite "dotation de solidarité".

La répartition de cette dotation a été changée. Désormais pour la toucher, les lycées pro doivent avoir plus de 45% d'élèves issus de milieux défavorisés alors qu'il suffit d'en avoir 30% en lycée général et 38% pour un lycée polyvalent. Résultat : certains établissements, comme le lycée Gustave Ferrié (Paris 10<sup>e</sup>) qui a 44% d'élèves défavorisés, ne recevront plus cette dotation que d'autres, un peu moins défavorisés,



vont récupérer.

La CGT se prononce pour une répartition de la dotation sans distinction du type d'établissement, qui soit progressive en fonction du pourcentage d'élèves défavorisés pour éviter les effets de seuil qui peuvent priver les établissements d'une dotation importante à un élève prêt. Si besoin cette dotation doit également être augmentée.

## PPI : LA RÉGION MODIFIE SON PLAN

La région a présenté début octobre le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) qui détaille les investissements à réaliser dans les lycées de la région pour les 10 ans à venir.

Sur Paris, le PPI projetait l'éventuelle fermeture ou démantèlement de dix lycées. Pour l'essentiel il s'agissait de petits lycées professionnels situés dans le centre de Paris ou dans des arrondissements "huppés".

Face à la réaction des personnels, des proviseurs, des organisations syndicales avec la CGT en tête, la Région a proposé un nouveau PPI.

Celui-ci ne prévoit plus ni fermeture ni démantèlement. La Région, qui pour la première fois avait soumis le PPI à la concertation, a donc écouté les réactions.

C'est une bonne chose mais nous restons vigilants car le PPI affirme à plusieurs reprises qu'il y a « de nombreuses places vacantes » dans les établissements parisiens, ce qui signifie que l'idée de fermer certains établissements n'a pas totalement disparu.

Le PPI, son analyse complète, sur le [site de la CGT Educ'action Paris](http://site.de.la.CGT.Educ'action.Paris) : [cgteducaction75.free.fr](http://cgteducaction75.free.fr)



**Interpro****LE CHIFFRE DU MOIS : 17**

17 ans, c'est la baisse d'espérance de vie que subissent les égoutiers de Paris par rapport à l'ensemble de la population. C'est ce qu'a révélé en 2010 une étude de l'INSERM. On comprend mieux pourquoi ils sont en lutte avec leur syndicat CGT.

Ils passent jusqu'à 5 heures sous terre pour entretenir le réseau que nous utilisons tous chaque jour et sont victimes des maladies véhiculées par les rats comme l'hépatite E, du sulfure d'hydrogène qui se crée par fermentation des déchets organiques.

Il n'y a pourtant pas de fatalité à cette situation. Des mesures assez simples peuvent exister pour diminuer nettement les risques mais évidemment il faudrait embaucher et investir pour les mettre en œuvre :

- ◆ Amélioration de la ventilation par l'ouverture de plus de bouche, par insufflation d'air comprimé et appareils de ventilation forcée (il



n'y a que deux appareils pour tout Paris, il en faudrait 150...).

- ◆ Amélioration du lavage et de la désinfection des bottes et du matériel.
- ◆ Remplacement des bleus par une combinaison à usage unique.
- ◆ Fourniture des masques respiratoires efficaces, en particulier pour les opérations de curage au jet haute pression qui vaporise en aérosols « respirables » les matières fécales présentes dans l'égout !
- ◆ Renforcement de la surveillance médicale des agents.

Retrouvez le dossier complet sur la santé des égoutiers de la Ville de Paris dans le journal *Le Travailleur Parisien* (numéros 1176, 1177 et 1180), édité par l'Union Départementale CGT de Paris, disponible sur le site internet de l'UD Paris [www.cgtparis.fr](http://www.cgtparis.fr) à la rubrique publications.



Éduc'action Paris  
n° 4 – nov-déc 2012

À remettre à un militant CGT ou à renvoyer à l'adresse ci dessous

Je souhaite :  prendre contact  me syndiquer

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse personnelle : .....

Code postal ..... Localité : .....

Tél. : ..... E-mail : .....

Établissement : .....

Voie : ..... Code postal : ..... Localité : Paris

**ÉDUC'ACTION 75****JOURNAL D'INFORMATION DE LA CGT ÉDUC'ACTION PARIS**

Responsable de la publication : **Dante Bassino**

Comité de rédaction :

**Karine Prudhommeaux, Michèle Schiavi, Henri Baron, Dante Bassino, Antoine Dierstein**

Impression : CGT Éduc'action 75,

Bourse du travail, Bureau 401, 3 rue du Château d'eau, 75010 Paris

Tirage moyen : **1500 exemplaires** - Dépôt Légal : **en cours** - ISSN : **en cours**